

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°951 du 17 Mars 2008

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

SURIS & SURSAUT

Conjoncture

LIBERTÉ ÉCONOMIQUE : LA FRANCE 48EME

Comme nous l'avions indiqué il y a quinze jours, dans notre article de conjoncture sur l'aide publique aux pays en développement, les indices de liberté économique 2008 sont parus. Ceux-ci sont publiés par Heritage Foundation et par le Wall Street Journal. Cette année, la méthodologie a été sensiblement améliorée, ce qui fait qu'Heritage a recalculé tous les indices pour les années précédentes, avec de nouveaux critères. Il ne faut donc pas comparer les résultats actuels à ceux qui avaient été publiés les années antérieures, puisque les données ne sont pas homogènes, mais aux résultats recalculés par Heritage sur les nouvelles bases.

Dix indicateurs de liberté

Désormais, les notes sont beaucoup plus précises, avec une échelle allant de 0 à 100 (au lieu de 0 à 5), 0 signifiant aucune liberté économique, 100 la liberté la plus totale. Ensuite, la note d'ensemble (et donc le classement qui en résulte) est le fruit de la moyenne de dix indicateurs, eux aussi allant de 0 à 100 : la liberté des affaires, la liberté commerciale (commerce international), la liberté fiscale (plus le poids de l'impôt est élevé, plus la liberté est faible), la taille du gouvernement (en fait de l'Etat : plus les dépenses et les entreprises publiques sont importantes, plus la note est faible), la liberté monétaire, la liberté des investissements, la liberté financière, les droits de propriété (plus les droits de propriété sont garantis, meilleure est la note), les problèmes de corruption et enfin la liberté sur le marché du travail (liberté des salaires, liberté d'embauche et de licenciement, etc.).

		[90.3]
		[87.4]
		[82.4]
		[82.0]
		[80.6]
		[80.2]
		[80.2]
		[79.8]
		[79.7]
		[79.5]
		[79.2]
		[77.8]
		[76.8]
		[76.5]
		[75.2]
		[74.8]
		[72.5]
		[72.3]
		[72.2]
		[71.5]
		[71.3]
		[71.3]
		[71.2]
		[71.1]
		[71.0]
		[70.8]
		[70.4]
		[70.3]
		[70.2]
		[70.0]
		[69.7]
		[69.2]
		[69.2]
		[69.0]
		[68.7]
		[68.6]
		[68.5]
		[68.3]
		[68.3]
		[68.1]
		[67.9]
		[67.4]
		[67.2]
		[66.4]
		[66.2]
		[66.1]
		[66.0]
		[65.4]
		[64.8]
		[64.7]

Le tableau ci-contre donne le résultat des 50 premiers pays, (sur un total de 157). On ne sera pas surpris de trouver aux premières places Hong-Kong (avec le résultat appréciable de 90,3 sur 100), puis Singapour, l'Irlande, l'Australie, les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande, etc. On comprend mieux ainsi certains « miracles économiques » récents, comme celui de l'Irlande, dont le Pib par habitant est passé des dernières places européennes aux toutes premières.

Et la France ?

La situation de la France est consternante. Nous sommes 48èmes, loin derrière la plupart des pays européens, mais aussi derrière des pays comme l'île Maurice, l'Arménie ou le Salvador. La plupart des pays de l'Est sont aussi devant nous. Cela permet de mieux comprendre que la croissance française soit l'une des plus faibles du monde et notamment d'Europe. Le détail des notes apporte aussi d'intéressantes précisions.

Notre plus mauvaise note (13,17 sur 100 !) concerne la taille des administrations publiques (Government size), ce qui ne surprendra guère les Français, puisque les dépenses publiques sont parmi les plus élevés du monde. Nous avons aussi de mauvaises notes pour le poids de la fiscalité et pour l'absence de liberté du travail et de liberté d'investissement. Quant à notre note moyenne (calculée sur l'ensemble des dix critères), comme on le voit dans le tableau ci-contre, elle est seulement de 65,4%, ce qui est bien faible pour une économie de marché, pour un pays développé et pour un membre de l'Union européenne.

De la liberté à la prospérité

Ce qui est aussi intéressant, c'est la fin du tableau, qui ne figure pas ci-contre faute de place. Quels sont les derniers du classement ? La liste est sans surprise. Bon dernier, la Corée du Nord (note : 3 sur 100 !) ; juste avant elle, Cuba (27,5 sur 100) et le Zimbabwe (29,8 sur 100). Parmi les derniers, on notera aussi sans grande surprise la Libye, le Turkménistan, l'Iran ou la Belarus. Sans surprise non plus, le Venezuela de l'aimable CHAVEZ est dans les dix derniers.

Ces indices de liberté sont intéressants et significatifs en eux-mêmes. Mais ils le sont plus encore par leurs conséquences. Les corrélations sont claires et nous les avons présentées certaines années précédentes à nos lecteurs, sous forme de graphique : plus les libertés économiques sont grandes, plus la croissance économique des pays concernés est forte. Et les pays les moins libres sont ceux qui s'enfoncent dans la misère. Parmi les pays de l'ex-tiers-monde, seuls émergent ceux qui ont choisi la liberté ; les autres s'appauvrissent. Les écarts ne s'accroissent donc pas entre le nord et le sud, mais entre pays libres et pays moins libres. La carte des libertés coïncide avec la carte du dynamisme du développement.

Quant à la France, ses mauvaises performances n'ont rien à voir avec l'euro fort, le prix du pétrole ou d'autres sornettes conjoncturelles. Elles viennent d'un manque de libertés et en particulier du poids de l'Etat, des dépenses publiques, de la fiscalité, des réglementations administratives, des rigidités. C'est donc là que les réformes prioritaires doivent se faire.

POUVOIR D'ACHAT : L'INTÉRESSEMENT REMÈDE MIRACLE ?

Le pouvoir d'achat est toujours la préoccupation numéro un des Français. Fort imprudemment, mais dans une logique bien de chez nous, Nicolas SARKOZY avait déclaré qu'il voulait « être le président du pouvoir d'achat » : Etat Providence, président providentiel

Le pouvoir d'achat des Français dépend de ce qu'ils gagnent et du niveau des prix. Dans une économie de marché l'Etat ne peut pas grand-chose sur les prix, leur contrôle et leur tarification aggravant la situation au lieu de l'améliorer. Seule la concurrence est capable de faire baisser les prix. Les seuls prix logiquement maîtrisés par l'Etat sont ceux des biens et services publics fournis par ses administrations, mais le consommateur contribuable n'a pas vraiment le sentiment qu'ils baissent ! Reste à gagner davantage d'argent. Mais un gain suppose une production supplémentaire. L'Etat ne produit pas, il ne fait que redistribuer, il prend à Pierre pour donner à Paul, mais ne crée pas un euro de revenu supplémentaire.

La vraie solution consiste à accroître l'activité marchande, c'est-à-dire à créer des richesses nouvelles : c'est la thèse du « travailler plus pour gagner plus ». On peut discuter des modalités, mais telle est la bonne piste. Il faut pour cela en finir avec les carcans bureaucratiques et libérer notamment la durée du travail. Mais travailler plus demande des efforts, et cela prend du temps pour se mettre en place. D'où l'impatience des Français.

Nicolas SARKOZY a alors imaginé une piste de secours, qu'il veut faire adopter dès que le Parlement sera de nouveau en session. C'est la piste de l'intéressement et de la participation. Ces mécanismes existent depuis longtemps (lois de 1959 et 1967) et les sommes actuellement en jeu ne sont pas mineures : 15 milliards par an. Pour l'instant, ces sommes sont bloquées pour au moins cinq ans et constituent une « épargne salariale ». Celle-ci supporte les CSG et CRDS, mais pas de cotisations sociales ni d'impôts. Le Président propose un tryptique: accroître ces dispositifs d'intéressement aux profits, surtout dans les PME, jusqu'à les tripler, les rendre disponibles immédiatement, et leur faire supporter cotisations sociales et impôts. C'est une triple mauvaise idée.

1° Il y a un contresens sur ce qu'est un profit : le salarié a bien participé à la création de richesses ; mais il a été rémunéré pour cela, il a perçu un salaire fixé par contrat. Le profit est la rémunération de l'entrepreneur, la contrepartie de la qualité de sa gestion, de sa capacité d'anticipation, d'innovation. L'entrepreneur ayant trouvé le premier une idée ou un service à rendre est un créateur, il a dégagé une valeur qui n'existait pas. C'est donc lui qui doit bénéficier des profits, qui en est le propriétaire. Bien sûr, de manière facultative, l'entrepreneur peut motiver les salariés en les intéressant aux résultats de l'entreprise. Pour autant, cette participation ne saurait être obligatoire. Ce n'est malheureusement pas le point de vue du législateur français, inspiré par les doctrines du capital travail, et voici maintenant que le président SARKOZY lui-même a laissé entendre qu'il souhaiterait fixer les parts : 1/3 des profits pour les salariés, 1/3 pour les actionnaires (dividendes), 1/3 pour l'autofinancement (investissements). C'est la négation de la liberté d'entreprendre ; c'est du socialisme pur et dur.

2° Le déblocage immédiat (transformation de l'épargne salariale en prime annuelle) vise à accroître de suite le pouvoir d'achat des Français. Mais, contrairement aux heures supplémentaires, il n'y aura pas eu de création de richesse supplémentaire nouvelle, surtout s'il s'agit des sommes accumulées les années précédentes. Le Président explique que c'est nécessaire parce que « les Français épargnent trop » : c'est un non sens total, c'est un héritage des préjugés keynésiens. L'épargne ne dort pas, n'est pas inutile ; elle permet d'investir, donc de développer l'offre. Et, compte tenu des déficits publics, les Français n'épargnent pas trop, mais trop peu.

3° l'idée de taxer ces sommes fait resurgir les vieux démons français : l'impôt, toujours l'impôt, solution à toutes nos maladies. Qui croira sérieusement que, dans la situation actuelle, notre économie ait besoin d'impôts nouveaux ?

FISCALITÉ ET RÉGLEMENTATION ENNEMIS DU TRAVAIL

C'est un rapport fort intéressant que vient de publier l'OCDE sous le titre « Objectif croissance », édition 2008, concernant les réformes structurelles des pays membres. C'est en particulier la question du travail et de l'emploi qui est mise en avant. La question que pose l'OCDE est de savoir pourquoi, en moyenne, les Européens ont une production par habitant inférieure de 30% à celle des Américains. C'est avant tout la durée du travail qui est en cause.

« L'écart est de l'ordre de 15% et tient pour moitié à un nombre annuel de jours travaillés plus élevés aux Etats-Unis, le reste s'expliquant par une plus longue durée hebdomadaire de travail ». Les Américains travaillent en moyenne 41 heures par semaine et prennent deux semaines de congés ; les Européens en sont respectivement à 38 heures et à plus de quatre semaines de congés (cinq en France). Voilà pour le constat. A productivité identique, les pays qui travaillent le plus produisent évidemment le plus.

La question de fond est donc de savoir pourquoi les Européens travaillent moins. Ce n'est manifestement pas par paresse ou par opposition structurelle au travail. La réponse de l'OCDE est double : la fiscalité et les réglementations. Du côté de la fiscalité « les taux marginaux sont, en moyenne, beaucoup plus élevés en Europe qu'aux Etats-Unis ». Avec des impôts marginaux plus lourds, on n'est pas incité à travailler plus longtemps, puisque les heures supplémentaires sont plus taxées, et surtout ce phénomène concerne essentiellement « le second apporteur de revenu (généralement une femme) », qui est désincité à travailler avec des impositions marginales plus lourdes. Le constat réaliste de l'OCDE rejoint les conclusions des « économistes de l'offre » : on ne travaille pas davantage quand un supplément de revenu est confisqué. Au-delà d'un taux marginal à 50%, plus personne n'est motivé.

Deuxième facteur explicatif, toujours selon l'OCDE, la réglementation : celle-ci, comme le rappelle Le Figaro, est « moins contraignante aux Etats-Unis où, comme en Australie, au Japon et au Royaume-Uni, il n'existe pas de limite légale du temps de travail hebdomadaire ». C'est ainsi, comme nous l'avons souvent souligné, que les Britanniques ne sont même pas soumis à la directive européenne fixant à 48 heures le plafond hebdomadaire de travail, en dépit des pressions des Français pour les faire rentrer dans le rang. De plus, pour l'OCDE, il y a « des différences tranchées dans les droits aux congés annuels et aux congés de maladie et de maternité ».

Au fond, ce que dit l'OCDE, c'est que pour produire plus, il faut travailler plus (plus nombreux et plus longtemps), ce que l'on a déjà entendu, au moins au niveau des discours, en France. Mais ce que l'OCDE a compris, c'est que pour travailler plus, il fallait y être incité et en avoir la possibilité : cela passe par la défiscalisation (moins d'impôts) et par la déréglementation (moins de textes, moins d'administration).

Au-delà de cette question, l'OCDE s'intéresse aussi aux spécificités françaises. Elle juge positivement certains changements récents, comme le refus de donner un coup de pouce au SMIC. Le fait « que le salaire minimum a baissé en termes relatifs pour la première fois depuis de nombreuses années » va dans la bonne direction. Et l'OCDE recommande de « réduire le salaire minimum par rapport au salaire médian et d'augmenter la prime pour l'emploi afin d'améliorer le niveau de vie des ménages à bas revenus », pour les inciter à travailler plus (la prime pour l'emploi étant perçue comme une sorte d'impôt négatif). Cela nécessiterait de cesser d'indexer le SMIC sur l'accroissement du pouvoir d'achat du salaire moyen, donc de le réformer en profondeur, voire de le supprimer. Il y a longtemps que nous savons que le SMIC joue contre l'emploi ; il est bon que l'OCDE, une nouvelle fois, le laisse entendre. L'OCDE n'est pas un « think tank » ultralibéral, mais elle garde du bon sens : pour avoir de la croissance il faut moins d'impôts, moins de réglementation, moins de salaire minimum. Ce sont les lois élémentaires de l'économie qui s'imposent à l'Europe, comme au monde entier.

LA MÉDITERRANÉE ENTRE LA BALTIQUE ET LE DANUBE

Ce n'est naturellement pas ce qui se lit sur un atlas de géographie. Mais c'est la pomme de discorde entre France et Allemagne. Entre Paris et Berlin rien ne va plus sur le projet « d'Union pour la Méditerranée » présenté par la France.

Deux rencontres franco-allemandes de haut niveau ont été annulées en quelques jours et si Nicolas SARKOZY et Angela MERKEL se sont rencontrés à Hanovre, c'est après avoir reporté le sommet prévu au départ. Les Allemands ne cachent pas leur irritation sur un certain nombre de dossiers, mais en particulier celui de l'UPM.

Certes, le sujet n'est pas nouveau, et il y a déjà eu des précédents, notamment dans le processus de Barcelone ; initié en 1995, avec 11 pays de la rive Sud, un processus lourd, bureaucratique et coûteux a été lancé. Mais le président Français veut faire du passé table rase et a voulu imposer son propre projet, qu'il est allé présenter de l'autre côté de la Méditerranée, à certains de nos « fidèles amis » comme les Algériens.

Cela pose un premier problème, car pour le gouvernement français, ce projet ne concerne que les pays du pourtour méditerranéen, donc, sur la rive nord, l'Espagne, la France, l'Italie, la Grèce et quelques autres, mais évidemment pas les Anglais ni les Allemands, ni l'Europe Danubienne, ni l'Europe baltique. Voilà qui a paru étrange au sein d'une Union Européenne à 27 : comment admettre un pacte qui ne concernerait qu'une petite partie de celle-ci, créant une Europe à géométrie variable et à deux vitesses ?

Voilà ce que les Allemands ne digèrent pas. La France a avancé quelques précédents, comme l'Union de la Baltique, qui regroupe comme membres de plein droit les seuls Etats riverains, d'autres, comme la France, n'étant qu'observateurs. Mais cette Union se réduisait à un forum de dialogue politique entre pays occidentaux et pays de l'ancien bloc soviétique. L'argument n'a pas tempéré la grosse colère et la bouderie des Allemands, au point que SARKOZY a dû revoir sa copie. Comme le titre notre confrère Les Echos, « SARKOZY renonce à son projet initial ». Le projet concernera donc l'ensemble des 27, et va peu à peu se transformer en simple suite du processus de Barcelone. Voilà à nouveau un projet lancé à la va-vite qui tombe à l'eau, car il reposait sur une illusion : allions-nous laisser tomber nos partenaires de l'Union européenne pour nous tourner prioritairement vers les pays du sud méditerranéen ?

Au-delà de cette querelle franco-allemande, le projet SARKOZY présentait à nos yeux un autre défaut majeur : celui de raisonner d'abord en termes politiques, de rapprochements d'Etats, de politiques communes, d'aides financière (c'est bien ainsi que l'entendaient nos partenaires du sud de

ESPAGNE : BIS REPETITA...

Les résultats des élections espagnoles ont indiscutablement déçu le parti populaire : une nouvelle fois, il a l'impression de s'être fait voler l'élection. En 2004, on se souvient qu'un dramatique attentat islamiste avait bouleversé l'opinion. Le gouvernement sortant de J.M. AZNAR (qui ne se représentait pas et quittait volontairement le pouvoir, cédant la place à Mariano RAJOY) avait, contre toute évidence, attribué cet attentat à l'ETA : la gauche avait surfé sur cette maladresse, l'opinion n'avait pas pardonné cette erreur de jugement et les socialistes avaient emporté l'élection.

La droite libérale espérait tenir sa revanche cette année et les sondages faisaient état d'un résultat assez serré. Une nouvelle fois, le terrorisme a brouillé les cartes, l'ETA (c'est vraiment elle cette fois) assassinant un ancien élu basque socialiste, devant sa femme et sa fille : un mouvement de sympathie avait alors eu lieu, tout naturellement, envers le parti socialiste ainsi directement touché, ce qui, selon les observateurs, aurait pu déplacer quelques dixièmes de points, voire quelques points, changeant la donne électorale. On ne saura jamais ce qui est dû à cette émotion et ce qui relevait d'une tendance de fond en faveur des socialistes.

Toujours est-il que dimanche dernier, les socialistes de José Luis ZAPATERO sont arrivés en tête avec 43,70% des voix, obtenant 169 sièges sur 350, donc une majorité relative et non absolue. Il s'en faut de 7 sièges. Pour sa part, la droite libérale de M. RAJOY a obtenu 40,11% des voix (37,71% en 2004), ce qui reste honorable, et 154 députés. Par rapport aux élections de 2004, le PS gagne 5 sièges et le parti populaire en gagne 5 également. Cette double progression se fait au détriment des petits partis. Comme dans l'assemblée sortante, le PS devra donc trouver des alliés, du côté des écologistes (3 sièges) ou des indépendantistes catalans de gauche (3 sièges également), et aussi des formations régionalistes galicienne et canarienne : bref une coalition sans doute assez fragile, mettant le gouvernement à la merci de groupuscules ultra-minoritaires, aux préoccupations très locales. Il y a donc victoire socialiste, pour la deuxième fois de suite, mais une victoire relative ; le parti populaire n'a pas perdu la face, loin de là.

Les conséquences économiques devraient être limitées, le PS ayant pris soin de proposer, comme les libéraux, des baisses d'impôts (y compris la suppression de l'impôt sur le patrimoine) ; mais certains éléments de leur programme menacent à terme l'emploi (comme une revalorisation manifestement excessive du SMIC). Les libéraux seraient allés plus loin dans la baisse des impôts et dans la déréglementation. L'économie espagnole s'essouffle, faute de réformes profondes. La réélection des socialistes ne fera que confirmer cette tendance au ralentissement.

Mais c'est surtout sur le plan des problèmes de société (mais aussi de l'immigration) que la divergence entre les partis est la plus grande ; l'Eglise catholique avait d'ailleurs ostensiblement appuyé le parti populaire dans sa défense de la famille et des valeurs familiales. L'élection à la présidence de la conférence épiscopale espagnole du cardinal archevêque de Madrid, Maria Rouco Varela, réputé peu favorable aux concessions et proche du pape actuel, a été perçue comme un durcissement : les évêques s'attendent à un affrontement avec le pouvoir socialiste. C'est ce cardinal qui avait réussi à rassembler plus d'un million de personnes en pleines vacances de Noël pour défendre la famille. De ce point de vue, les Espagnols (comme d'ailleurs les Italiens, qui eux aussi voteront bientôt) sont profondément divisés en deux camps d'importance quasiment égale. La réélection des socialistes inquiète l'Eglise sur ces sujets et on peut s'attendre à d'autres réformes profondes sur le plan des mœurs. Il est vrai que sur ce plan là, c'est presque toute l'Europe occidentale qui s'éloigne progressivement des valeurs traditionnelles.

VA-T-ON ALLER A PÉKIN ?

Voici à nouveau une chinoiserie dramatique. Avec beaucoup d'à propos les communistes chinois marquent leur volonté de transformer le Tibet en province chinoise. Ils n'hésitent pas à étouffer dans l'œuf les vellétés de protestation des Tibétains ; tirer dans la foule est un exercice qu'ils connaissent bien depuis leur intervention héroïque sur la place Tian'Anmen.

Les Chinois ont certainement lancé l'opération parce qu'ils se savent impunis. Les Jeux Olympiques sont tellement proches qu'aucun gouvernement au monde n'aurait l'audace de rompre les relations diplomatiques avec Pékin. Un battage publicitaire énorme a été fait autour des J.O. (comme d'habitude), il a été acheté pour des milliards de billets d'avion, de réservations hôteliers, de places de stade. Les voyageurs du monde entier seraient mis en faillite, les télévisions seraient ruinées.

De plus les Chinois connaissent maintenant le comportement des chefs d'Etat qui leur rendent visite. Ils laissent poliment leurs visiteurs exprimer leurs encouragements prudents au respect des droits de l'homme, ils leur répondent en leur disant qu'il n'y a pas de problème ; tout le monde est content mais il n'y a pas de changement.

La seule évolution est la liberté économique dont jouissent les Chinois des grandes villes, et la possibilité de voyager dans le monde entier. Ces germes d'humanité n'ont pas encore atteint les sommets de l'Etat. Le pays est toujours mené d'une main ferme, et la stratégie des Chinois est de faire main basse sur les sources d'énergie et de matières premières ; leur présence au Moyen Orient et en Afrique n'a hélas rien à voir avec la mondialisation.

Qui aura le courage de boycotter les J.O. de Pékin ? Le Conseil de sécurité et l'ONU montreront une fois de plus leur inefficacité, Poutine se faisant un plaisir d'enfoncer le clou. George Bush ne voudra pas engager les Etats-Unis, alors que les Américains avaient boycotté les J.O. de Moscou. L'affaire de l'Irak a créé un précédent : plus personne ne veut voir les Américains jouer le rôle de gendarmes internationaux. Quant à l'Europe, elle n'a ni les moyens ni l'intention de compromettre ses intérêts en Chine.

Il reste donc à avaliser l'Anschluss et à laisser les nazis soumettre un peuple. On oubliera bien vite ce mauvais épisode : on ira à Pékin et on applaudira l'esprit olympique des Chinois.

AU SOMMAIRE DU N°951 :

EDITORIAL : Sursis & sursaut pp. 1-2

CONJONCTURE : Liberté économique : la France 48ème pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Pouvoir d'achat : l'intéressement, remède miracle ? p. 4
Fiscalité et réglementation ennemis du travail p. 5 – La Méditerranée entre la Baltique et le Danube p. 6 – Espagne : bis repetita ... p. 7 – Va-t-on aller à Pékin ? p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org